

**Plaidoyer pour des politiques économiques efficaces et un financement harmonieux de l'économie nationale**  
**Advocacy for efficient economic policies and harmonious financing of the national economy**

**LAZREG Mohammed**

Université de Sidi bel abbes (Algérie), [m.lazreg222@yahoo.fr](mailto:m.lazreg222@yahoo.fr)

**Reçu le: 08/04/2022**

**Accepté le:25/06/2022**

**Publié le:15/07/2022**

.....  
**Résumé :**

La crise sanitaire que connaît l'Algérie actuellement avec la propagation du COVID-19 et ses conséquences et à l'instar des pays dont les revenus sont totalement dépendants de la rente pétrolière, aussi, la chute rapide des cours sur le marché pétrolier international, est venue révéler ; encore une fois ; l'extrême fragilité de notre système économique. La gravité des déséquilibres qui affectent le budget de l'Etat vient de prendre une dimension inquiétante susceptible d'affecter négativement et gravement les perspectives de croissance de l'ensemble de l'économie algérienne au cours des prochaines années. L'Algérie devrait entreprendre en conséquence : une série de réformes structurelles. Deux objectifs essentiels caractérisent notre papier : Mettre en exergue les politiques économiques efficaces, promouvoir et asseoir un financement adéquat de l'économie algérienne. Les principaux résultats de notre article mettent en évidence la nécessité de mettre en œuvre des réformes structurelles en Algérie et ce, pour un changement de paradigme économique.

**Mots clés :** Réformes structurelles, Politiques économiques efficaces , financement harmonieux, Diversification économique, Leviers fondamentaux.

**Abstract:**

The health crisis that Algeria is currently experiencing with the spread of COVID-19 and its consequences and like countries whose incomes are totally dependent on the oil rent, also, the rapid fall in prices on the international oil market, came to reveal; once again ; the extremely fragile nature of our economic system. The gravity of the imbalances which affect the state budget has just taken on a worrying dimension likely to negatively and seriously affect the growth prospects of the entire Algerian economy in the coming years. Algeria should undertake accordingly: a series of structural reforms. Two essential objectives characterize our paper: Highlight efficient economic policies, promote and establish adequate financing for the Algerian economy. The main results of our article highlight the need to implement structural reforms in Algeria for a change in the economic paradigm.

**Key words:** Structural reforms; Efficient economic policies; harmonious financing, economic diversification; Fundamental levers.

## 1. Introduction :

La crise sanitaire que connaît l'Algérie actuellement avec la propagation du COVID-19 et ses conséquences et à l'instar des pays dont les revenus sont totalement dépendants de la rente pétrolière, aussi, la chute rapide des cours sur le marché pétrolier international, est venue révéler ; encore une fois ; l'extrême fragilité de notre système économique. A l'instar des pays dont les revenus sont totalement dépendants de la rente pétrolière, l'Algérie se retrouve devant un péril, les réserves de change vont être rapidement absorbées par les énormes déficits. La baisse des recettes d'exportation affaiblira la balance des paiements, réduira les recettes fiscales et mettra la pression sur les finances publiques et se répercutera sur le reste de l'économie. Face à ces chocs violents, l'économie algérienne va s'affaiblir davantage. Aussi, les pouvoirs publics sont contraints à réussir la relance de l'activité économique et à mettre l'économie algérienne dans une trajectoire de croissance économique. Un véritable défi dans cette conjoncture particulière liée à la pandémie de coronavirus d'une part et à la faiblesse des prix des hydrocarbures. Dans ce cadre, plusieurs économistes, financiers et experts dans le domaine ont mis en évidence l'impact de la pandémie COVID19 sur l'économie algérienne via la baisse de la rente des hydrocarbures. **(Lakhlef, 2020)** souligne que la conjoncture économique internationale connaît un ralentissement inquiétant du en grande partie, à la propagation de l'épidémie du coronavirus. Cette baisse d'activité, notamment celle de la Chine, s'est répercutée négativement sur la demande de pétrole entraînant une chute rapide et assez grave du prix du baril. **(Lalmas, 2020)** économiste note que la tempête économique entraînée par la pandémie de coronavirus et la gravité des déséquilibres qui affectent le budget de l'Etat vient de prendre une dimension inquiétante. Les difficultés budgétaires actuelles trouvent leur origine entre autres dans la trop faible diversification de notre économie et sa grande dépendance vis-à-vis des hydrocarbures. **(Rezouali, 2020)** note que l'Algérie dont l'économie était déjà structurellement en crise bien avant le COVID19, fait face, à une nouvelle urgence née de cette conjoncture sanitaire à savoir celle de chercher à parer en toute diligence au risque d'un marasme économique total. **(Achir, 2020)** économiste met en évidence qu'il est plus que jamais temps de procéder à une restructuration profonde des finances publiques et de fixer les règles budgétaires rigoureuses. **(Azévédo, 2020)** directeur de l'organisation mondiale du commerce (OMC) met en relief que les gouvernements ont déjà dévoilé des mesures de relance budgétaire et monétaire pour contrer les effets économiques de la pandémie et pour éviter que le coup soudain porté aux entreprises et aux ménages ne se transforme en nouvelle crise bancaire. Les gouvernements du G 20 ont accordé un soutien de plusieurs billions de dollars pour soutenir les consommateurs, les hôpitaux, les travailleurs et les entreprises de toutes tailles. Les banques centrales du monde entier ont réduit les taux d'intérêt et mis à la disposition des banques de vastes quantités de liquidité afin qu'elles puissent continuer à prêter.

L'économie algérienne est donc confrontée à l'enjeu d'assurer ses équilibres financiers et de diversifier ses sources de revenus largement dominées par les recettes d'exportation des hydrocarbures dans un contexte marqué par la baisse des prix du pétrole. La construction d'une économie plus diversifiée et moins dépendantes des performances du seul secteur de la production et des exportations d'hydrocarbures est indispensable. La diversification économique est nécessaire, elle est également la seule voie ouverte pour faire face aux

défis de la création d'emplois et celui des revenus nécessaires pour répondre aux besoins de notre population. Aussi, des réformes profondes sont à concevoir en Algérie pour permettre l'émergence d'un nouveau modèle de gouvernance et de croissance.

Par ailleurs, comment mobiliser les institutions financières bancaires et activer le marché financier en Algérie à l'effet de disposer de ressources qui se substituent aux fonds publics qui deviennent rares ? Dans ce cadre, (Mouhoubi, 1998) souligne qu'une économie moderne, puissante, performante et compétitive ne peut exister sans un système bancaire et financier moderne, puissant, performant et ouvert. L'une ne va pas sans l'autre. Les pays développés nous offrent le meilleur exemple de cette parfaite osmose.

C'est donc un double questionnement qui va structurer notre article :

- Quelles sont les politiques économiques à mettre en œuvre pour juguler l'impact économique de la pandémie COVID 19 et ses répercussions en Algérie ?
- Quelles sont les mesures à promouvoir pour asseoir un financement harmonieux de l'économie algérienne ?

Ce sont donc deux questions qui sous tendent la problématique afférente à notre article.

Pour résoudre cette problématique, nous avons émis les hypothèses suivantes :

- Les politiques économiques en Algérie doivent concerner plusieurs objectifs entre autres : les objectifs qui affectent la nature et le niveau de l'équilibre économique d'une part et ceux ayant trait à la balance des paiements, à la politique budgétaire et fiscale ; la politique monétaire ; la politique de change...
- Les mesures à promouvoir pour asseoir un financement adéquat de l'économie algérienne concerne en premier lieu l'émergence d'un véritable marché des capitaux en Algérie.

### **Les objectifs de l'article :**

Deux objectifs essentiels caractérisent notre papier :

- Mettre en exergue les politiques économiques à mettre en œuvre pour un financement et une relance économique en Algérie à la lumière de la propagation du COVID19 et ses conséquences économiques ;
- Mettre en lumière les mesures à promouvoir pour asseoir un financement adéquat de l'économie algérienne en particulier l'émergence d'un véritable marché des capitaux en Algérie.

### **Structure globale de l'article :**

Notre article se caractérise par deux axes directeurs intitulés respectivement :

1. Réflexion sur les politiques économiques à mettre en œuvre pour juguler l'impact économique de la pandémie COVID19 et ses répercussions en Algérie.
2. Quelques pistes pour des mesures à promouvoir et ce, pour un financement harmonieux de l'économie nationale.

## **2. Réflexion sur les politiques économiques à mettre en œuvre pour juguler l'impact économique de la pandémie Covid 19 et ses répercussions en Algérie :**

### **2.1. La nécessité d'une amélioration des finances publiques et rationalisation des choix budgétaires en Algérie :**

Face à la crise sanitaire due à la pandémie du COVID19 et ses conséquences notamment la chute des prix du pétrole. Les pouvoirs publics doivent mettre en place une stratégie visant

à élaborer des politiques économiques efficaces pour juguler les effets néfastes de cette crise. Aussi, les politiques économiques en Algérie doivent concerner l'axe macroéconomique, l'axe structurel et l'axe sectoriel. En ce sens, plusieurs paramètres doivent être pris en considération. (Guendouzi, 2020) économiste et enseignant universitaire souligne que les déficits importants tant sur le plan des finances publiques que par rapport à la balance des paiements sont aujourd'hui source de préoccupations, car ils menacent les équilibres macroéconomiques. (Boutaleb, 2019) enseignant universitaire indique qu'à l'heure où le pays traverse une crise financière aigüe due à la baisse des prix des hydrocarbures, source quasi unique des revenus de l'Etat en moyens de paiement extérieurs et via la fiscalité pétrolière de financement du budget de l'Etat, en l'absence d'une diversification économique, la rationalisation des choix budgétaires est plus que jamais à l'ordre du jour.

## **2.2. La dépréciation et la dévaluation du dinar et ses conséquences sur l'économie algérienne**

(Nouioua, 2017) ancien gouverneur de la Banque d'Algérie note que la dépréciation et la dévaluation sont des termes qui désignent tous les deux la perte de valeur qu'enregistre la monnaie nationale par rapport aux monnaies étrangères. La dépréciation est employée lorsque la perte de valeur intervient à la suite des fluctuations en baisse de la monnaie nationale ; tandis que la dévaluation indique la décision de réduire la valeur de celle-ci d'un pourcentage déterminé sous forme d'un texte officiel, qui est pris par les autorités monétaires, et fait l'objet d'une promulgation qui le porte à la connaissance du public. (Achir, 2020) souligne qu'il ya lieu de rappeler qu'en Algérie, la manipulation de la valeur du dinar est pratiquement banalisée par l'exécutif. Or, la valeur d'une monnaie nationale impacte directement et structurellement le champ économique et social et relève même de la souveraineté nationale.

### **2.2.1. Les impacts de la dévaluation du dinar :**

(Meddahi, 2020) économiste explique que la baisse du dinar va rendre les importations plus chères, et donc elles vont baisser, ce qui va réduire le déficit externe. La baisse du dinar va aussi augmenter la fiscalité pétrolière, la fiscalité douanière et les dividendes que va verser la banque d'Algérie au trésor, ce qui va réduire le déficit budgétaire. La baisse du dinar va en outre favoriser la production locale au détriment des importations et aider les exportations hors hydrocarbures, à commencer par les produits agricoles. (Siagh, 2019) met également en lumière les réformes structurelles, il indique dans ce contexte « dans le cadre de la mise en œuvre des réformes structurelles, il faudra que la valeur officielle du dinar et celle du marché parallèle tendent à se rapprocher sensiblement, toutefois, une dévaluation donnera surtout l'illusion d'avoir plus de ressources dans les caisses de l'Etat, puisque les dollars du pétrole rapporteront plus de dinars et permettront de mieux couvrir les dépenses dans le court terme, cependant les importations deviendront plus chères, dont surtout les inputs qui entrent dans la fabrication de produits algériens ce qui renchéra le cout de vie ».

### **2.2.2. La stabilité du dinar est-elle fondamentale ? :**

(Nouioua, 2019) met en évidence ce qui suit « soutenir l'idée qu'il faut dévaluer le dinar pour le mettre au niveau du marché parallèle est une aberration. Le change informel ne peut être une référence, car il s'agit d'un marché spéculatif. Il faut espérer que la banque d'Algérie s'attache à maintenir une stabilité du dinar, car la manipulation du taux de change

ne set à rien et ne peut entraîner que des effets négatifs sur le pouvoir d'achat du pays et des populations ».

**Tableau n° 1 :** cotations publiées par la banque d'Algérie sur la valeur du Dinar à la vente par rapport à l'Euro et au Dollar

PÉRIODE	VALEUR D DINAR	VALEUR DE L'EURO
5-11 JANVIER 2020	119,38 DA	133,208 DA
9 FÉVRIER 2020	125,48 DA	138,18 DA
MAI 2020	134,66 DA	145,67 DA

Source : [www.Banque d'algerie.dz](http://www.Banque.d'algerie.dz), Tableau établi par nos soins.

Face à ces deux principales monnaies de règlement de l'Algérie, le dinar semble se déprécier lentement depuis l'exercice 2020 et ce, dans un contexte marqué par le creusement des déficits budgétaires et courant, ainsi que par une évolution défavorable de certains fondamentaux. La pandémie du COVID19 a entraîné l'économie mondiale dans une situation de récession sans précédent. Il était ainsi clair que la valeur du dinar allait se déprécier dans ce contexte de déséquilibre des comptes extérieurs et publics et de récession économique mondiale.

Nous constatons dans le tableau ci-dessus que le dinar s'est affaibli face aux principales devises de Janvier à Mai 2020. Dans ce cadre, les pouvoirs publics mettent l'accent sur une option pour une dépréciation du dinar, mais plus ou moins graduelle et modéré d'ici 2022.

### **2.3. L'impact du taux de change officiel et parallèle sur l'économie algérienne :**

Les cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage publiées par la banque d'Algérie, lèvent le voile sur l'ampleur de l'érosion de la valeur de la monnaie nationale notamment par rapport au dollar et à l'Euro. A titre d'exemple à la mi-2014, l'euro s'échangeait contre 107 DA, tandis que le dollar américain valait 80 DA ; En d'autres termes, le dinar algérien a perdu près de 30% de sa valeur face à l'Euro et environ 40% par rapport au dollar. Le taux de change a joué un rôle important dans l'absorption du choc pétrolier. Toutefois, la détérioration de la valeur du dinar a donné lieu à des effets négatifs sur le commerce extérieur, les entreprises et les ménages.

### **2.4. Les décisions des pouvoirs publics quant au financement non conventionnel :**

Les pouvoirs publics mettent en relief qu'il n'y aura ni recours à la planche à billets, ni à l'endettement extérieur. Dans ce cadre, les autorités préfèrent emprunter aux algériens en leur donnant toutes les garanties nécessaires. Pour (Lalmas, 2020) la planche à billet reste le symbole de la facilité prise par les Etats pour financer leurs déficits, avec des effets désastreux sur l'économie via une inflation provoquée par l'excès de monnaie mise en circulation par rapport à la production créant ainsi une dette interne . Le monétarisme et ses croyances ne doivent pas fausser la nature même de l'économie par une inversion des principes, il faut revenir à la définition basique de l'économie qui est une activité humaine qui consiste à produire des richesses pour les échanger. L'Algérie a déjà utilisé cette piste par le passé, qui est considérée comme un dérapage économique avec 6800 milliards de dinars injectées dans la masse monétaire à travers le financement non conventionnel confirmant ainsi la situation catastrophique de notre économie qui survit et ce, depuis longtemps à coup de perfusions (Lalmas, 2020).

## 2.5. Quelques aspects sur la balance commerciale et la balance des paiements en Algérie :

La balance des paiements est un document comptable qui retrace, pour une période donnée, l'ensemble des transactions économiques et financières d'un pays avec l'extérieur. Elle enregistre ainsi les flux de biens et services qu'un pays a fournis au reste du monde et qu'il a reçus de celui-ci, ainsi que les variations des créances et engagements de ce pays à l'égard du reste du monde. Tandis que la balance commerciale enregistre les flux de marchandises entre l'Algérie et le reste du monde, c'est-à-dire les exportations (ventes à l'étranger de marchandises produites par des entreprises installées en Algérie) et les importations (achats par les agents économiques installés en Algérie de marchandises fabriquées à l'étranger).

**Tableau n°2** : concernant quelques indications sur la balance commerciale : janvier, février 2020

Nous mettons en exergue ci-dessous les indicateurs ayant trait à la balance commerciale concernant la période de janvier et février 2020.

<b>EXPORTATIONS ALGERIENNES (JANVIER-FEVRIER 2020)</b>	<b>4,9 MILLIARDS \$</b>
<b>EXPORTATIONS ALGERIENNES (JANVIER-FEVRIER 2019)</b>	<b>6, 795 MILLIARDS \$</b>
<b>IMPORTATIONS ALGERIENNES (JANVIER-FEVRIER) 2019</b>	<b>6,129 MILLIARDS \$</b>
<b>IMPORTATIONS ALGERIENNES (JANVIER-FEVRIER) 2019</b>	<b>7,481 DOLLARS \$</b>
<b>EXPORTATIONS D'HYDROCARBURE (JANVIER-FEVRIER) 2020</b>	<b>4, 56 MILLIARDS \$</b>
<b>EXPORTATIONS D'HYDROCARBURE (JANVIER-FEVRIER) 2019</b>	<b>6, 35 MILLIARDS \$</b>
<b>EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES (JANV-FEV 2020)</b>	<b>338,88 MILLIONS \$</b>
<b>EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES (JANV-FEV 2019)</b>	<b>445, 23 MILLIONS \$</b>
<b>EXPORTATIONS DES DEMI-PRODUITS (JANVIER-FEVRIER 2020)</b>	<b>240,59 MILLIONS \$</b>
<b>EXPORTATIONS DES DEMI-PRODUITS (JANVIER-FEVRIER 2019)</b>	<b>331,57 MILLIONS \$</b>

*Source : [www.Direction des Douanes.dz](http://www.Direction%20des%20Douanes.dz), Statistiques de la direction générale des douanes (DGD), Tableau établi par nos soins.*

Nous constatons que :

- Les exportations ont enregistrées une baisse de 27,89% durant la même période ;
- Les importations ont enregistré une baisse de 18,07% ;
- Les hydrocarbures ont représenté l'essentiel des exportations algériennes des deux premiers mois de 2020 soit 93,08% du volume global des exportations enregistrant un recul de 28, 71% par rapport à 2019 ;
- Les exportations hors hydrocarbures restent marginales, ce qui représente 6,92% du volume global des exportations ;

- Les demi-produits se composent globalement : de biens alimentaires, biens d'équipement industriels, produits bruts, biens de consommation non alimentaires, une baisse de 27,44% est à constater concernant les exportations des demi-produits

## **2.6. Les effets induits de la pandémie du COVID19 sur les entreprises en Algérie :**

Toutes les institutions ont besoin de ressources pour fonctionner. Mais seule l'entreprise produit des richesses matérielles dont a besoin la nation pour avancer. Le tissu institutionnel fonctionne avec la richesse produite par l'entreprise. Aussi, l'entreprise doit être au centre des préoccupations des politiques économiques. La chute rapide des cours sur le marché pétrolier international, est venue révéler ; encore une fois ; l'extrême fragilité de notre système économique. (Guendouzi, 2020) souligne que le confinement de la population a amené de nombreuses entreprises à cesser leur activité. Aussi, un programme économique ambitieux s'impose d'urgence dans l'intérêt de l'économie algérienne qui reste extravertie, alors que l'économie mondiale est en récession. Il est d'ailleurs de plus en plus question d'une évolution stratégique dans les rapports de force économique entre pays en raison de la crise sanitaire due au COVID19, font que l'Algérie à intérêt à se préparer dès maintenant.

## **2.7. La lutte contre l'inflation et l'informel : vecteur des politiques économiques efficientes en Algérie**

Deux paramètres importants entre autres contribuent à noircir les fondements de l'économie algérienne.

### **2.7.1. L'inflation et ses conséquences :**

(Boucekkine, 2019) économiste souligne que le processus inflationniste est un phénomène complexe ou entre en jeu un grand nombre de facteurs en interaction, y compris les prix internationaux, les anticipations des agents économiques et la régulation des marchés.

(Benachenhou, 2015) note que l'inflation, est un impôt sur les pauvres et les titulaires de revenus fixes. La lutte contre l'inflation, possible et urgente pour faciliter la sortie des subventions, doit se porter sur plusieurs fronts : le développement de l'offre agricole, la lutte contre l'informel, le renforcement de la concurrence et une politique macroéconomique plus ciblée.

### **2.7.2. L'impact du marché informel sur l'activité économique en Algérie :**

(Benachenhou, 2015) souligne que « l'informel a pris une importance considérable qui nuit à l'activité normale d'investissement et de production. Pour réduire les sources bien connues de l'essor et de la prospérité de l'informel en Algérie dont l'essor est un frein majeur de la croissance, on a besoin de l'Etat gendarme, mais aussi de l'Etat régulateur. Le problème de la bancarisation de l'argent qui circule dans l'informel ne trouve toujours pas de solution ». Dans le même ordre d'idées (Berkouk, 2019) souligne que des activités économiques non déclarées empruntent rarement des circuits financiers officiels pour leurs règlements ou leur épargne. Ces activités ont proliféré avec la complicité de l'Etat qui se satisfait de la fiscalité pétrolière jusqu' 'en 2014 ; La mauvaise gouvernance est le seul responsable du détournement vers l'informel de 50% du PIB.

### **2.7.3. La réduction du champ de l'informel et nécessité d'une bancarisation de l'argent qui circule dans l'informel en question :**

Le secteur informel est puissant en Algérie. Il y a lieu de prendre des mesures urgentes avec des réponses concrètes aux besoins des personnes qui agissent dans ce secteur. (Hiouani, 2019) gouverneur par intérim de la banque d'Algérie souligne ce qui suit : « plus de 5000

milliards de dinars circulent en Algérie hors secteur bancaire, soit plus de 50% des encours des crédits accordés à l'ensemble de l'économie nationale » « cette somme (5000 milliards de dinars) représente plus de 30% de la masse monétaire totale du pays. Cela veut dire que la politique de l'épargne est déficiente » « les mesures entreprises en 2016 et 2017 dans l'inclusion financière et de bancarisation de l'argent de l'informel se sont avérées inefficaces ».

### **2.8. La transparence dans la gestion des finances publiques : levier d'action pour une efficience managériale**

(Barka, 2020) enseignant universitaire indique que les bonnes pratiques internationales en matière de transparence budgétaire, approuvées par des organismes internationaux comme l'OCDE, le FMI et l'organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSA) qui est une organisation autonome indépendante du contrôle externe des finances publiques, et dont l'Algérie est membre, soulignent la nécessité pour l'exécutif, en l'occurrence le ministère des finances, de produire et de mettre à la disposition du public à travers le site web, un certain nombre de documents budgétaires-clés en temps opportuns.

### **2.9. La lutte contre le fléau de la corruption : Source pour une efficacité des politiques économiques en Algérie**

(Bessaha, 2019) met en exergue que la rente pétrolière a donné au pays un certain sentiment de prospérité qui s'est traduit par un relâchement de la rigueur dans la gestion macroéconomique du pays, générant en conséquence la surconsommation et le gaspillage ; Plus important face à la faiblesse de nos institutions, de nos processus de contrôle et d'audit et du fait d'une forte bureaucratie, cette rente pétrolière a affaibli la gouvernance et amplifié la corruption. Dans ce cadre également (Bounouari, 2020) ancien ministre estime que l'ampleur des réformes à entreprendre est importante : « il nous faut des réformes à grand spectre, destinées entre autres à faciliter l'investissement et la création de richesses, à rompre avec la corruption, le marché noir et la bureaucratie qui étouffent notre génie créateur : c'est ce qu'on appelle ; réformes structurelles ».

### **2.10. La confiance au cœur de la gestion des réformes structurelles**

Depuis plusieurs décennies, la confiance, qu'elle soit interpersonnelle, organisationnelle ou inter-organisationnelle, a fait l'objet de nombreuses recherches, tant dans les sciences économiques, de gestion, que sociales. (Ait Belkacem, 2020) membre du Care (Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise) explique que les fondamentaux de l'économie algérienne ne se présentent pas au mieux. Les équilibres macroéconomiques sont mis à mal et les recettes utilisées pour maintenir les équilibres ne peuvent plus être utilisées en raison de la crise majeure des finances publiques. Toutes les mesures à entamer exigent un préalable incontournable : le retour à la confiance sociale. (Si Lekhel, 2020) économiste note qu'avant d'élaborer une stratégie économique globale pour jeter les bases d'un appareil productif et durable, il faut d'abord restaurer la confiance qui s'est dégradée ces dernières années. Car sans elle, il ne peut y avoir de développement. En effet, la dynamique de l'économie nécessite comme préalable la restauration de la confiance, de la visibilité et de pédagogie des réformes.



## **21.11. La lutte contre la pandémie du Coronavirus où l'importance d'une planification et du développement du numérique comme source de performance de l'économie algérienne :**

### **2.11.1. Le numérique : un allié précieux pour les pouvoirs publics**

(Chettab, 2020) économiste et expert en numérique note que la pandémie du coronavirus frappe fort et touche pratiquement tous les pays de la planète et provoque l'arrêt brutal de l'activité économique. Une économie ne saurait être prospère sans un cadre de santé efficient. Dans ce contexte hostile, le numérique est devenu dans un laps de temps court, un allié précieux des Etats dans la gestion de cette crise sanitaire. Les Etats ont réagi en mettant en place des stratégies de santé, de sécurité collective et de maintien de l'activité économique en s'appuyant d'une manière systématique sur l'outil numérique. L'Algérie n'est pas très avancée dans la préparation de sa transformation numérique. Certes d'importantes initiatives ont été prises ces dernières années, mais elles sont de nature institutionnelle et s'arrêtent pour l'instant au niveau de la construction du cadre juridique et réglementaire devant encadrer le numérique (Chettab, 2020). Dans ce cadre (Farah, 2020) consultant en technologie numérique met en lumière que face aux multiples conséquences de la maladie du COVID19, le recours au digital est le plus grand défi du gouvernement pour comprendre et agir. ; Et afin que le processus de décision se réalise dans les temps, il devra être alimenté, en temps réel, par des données collectées des nœuds des réseaux des systèmes d'information de l'ensemble des départements impactées par la crise du coronavirus.

### **2.11.2. Une institution stratégique en Algérie : un instrument managérial**

(Lamiri, 2013) nous informe qu'il est vital de revoir l'organisation de l'Etat. Les modèles théoriques et les expériences pratiques arrivent tous aux mêmes conclusions : Un pays en transition ou en développement a besoin d'une « institution cerveau » qui conçoit et harmonise les différentes politiques sectorielles et s'assure qu'elles sont en parfaite symbiose avec la stratégie. Ceci ne diminue en rien l'importance et le prestige de la sphère politique. Au contraire, elle lui enlève une épine du pied et l'aide à devenir efficace et à conduire le développement d'une manière harmonieuse (Lamiri, 2013).

1.13.3. Les réformes structurelles en Algérie où la nécessité de l'instauration d'une politique de planification en Algérie :

(Bounouari, 2020) estime que l'instauration d'une politique de planification est enfin essentielle dans ces réformes, en tant que colonne vertébrale qui fixe le cap et stabilise l'effort de développement. Ce qui induit une planification des objectifs de développement de chaque secteur (à long et à moyen termes) et une planification des moyens humains et financiers pour les atteindre.

## **3. Quelques pistes pour des mesures à promouvoir et ce pour un financement harmonieux de l'économie nationale :**

Pour (Sari, 2011) le secteur financier joue un rôle fondamental dans l'accélération des processus d'échanges de biens et de service ; il est à l'origine de toutes les allocations optimales des ressources financières devant stimuler l'activité économique, l'emploi, ainsi que l'amélioration de la productivité et l'innovation. L'Algérie a besoin d'ériger une place boursière qui finance l'économie productive. L'économie algérienne dépend à 98% de la rente liée aux exportations des hydrocarbures. (Siagh, 2019) indique à ce sujet que la mère

des réformes à mener en urgence est celle du secteur financier et boursier pour diversifier les sources de financement de l'économie et de l'investissement.

### **3.1. L'émergence d'un marché des capitaux performant pour le financement de l'économie nationale : Vecteur pour un développement économique**

Le marché des capitaux regroupe globalement le marché monétaire qui comprend le court et moyen terme d'une part et le marché financier qui comprend les capitaux à long terme d'autre part. (Imekhelaf, Benbayer, Labaronne, 2017) soulignent que le marché de capitaux en Algérie reste absent par son rôle de transformateur de capitaux en investissement. Les banques publiques algériennes, qui récoltent plus de 85% des dépôts, manquent de sophistication et peinent à répondre aux besoins des investissements productifs.

#### **3.1.1. Nécessité d'un marché financier performant en Algérie :**

(Nouioua ,2017) souligne qu'un marché financier ne s'improvise pas. Il se constitue graduellement dans la mesure où les dispositions à prendre sont menées d'une manière judicieuse de façon à accroître les transactions tout en les rendant attractives aussi bien pour ceux qui font l'offre que pour ceux qui font la demande. En devenant actif le marché financier fournira de nouveaux instruments financiers susceptibles de drainer vers les entreprises, l'Etat ; les institutions publiques de substantielles ressources.

#### **3.1.2. La bourse des valeurs mobilières : Fondement d'une compétitivité économique**

Selon (Bouzar, 2010) la bourse constitue un site économique et financier important pour jouer un véritable rôle dans le passage de l'économie d'endettement vers une économie régulée par le marché. Les opérations boursières en Algérie peinent à décoller et à jouer le rôle qui leur incombe. Une économie de marché, au fur et à mesure que le développement économique s'approfondisse, la place boursière prend de l'ampleur. Le rôle économique d'une place boursière est important. En plus de permettre le financement du développement des entreprises, une bonne place boursière constitue un lieu où s'évalue la qualité managériale des entreprises et la vigueur macroéconomique du pays.

#### **3.1.3. Peut-on développer le marché boursier en Algérie ? :**

Dans une économie de marché, le marché financier représente la principale source de financement des entreprises. L'Algérie a pris un retard considérable dans la création et l'organisation d'un tel marché financier. (Lakhlef, 2014) met en relief que le développement de nos marchés financiers tout comme le développement de notre économie est un travail de fond et de longue haleine. Mais les résultats peuvent être perceptibles dès lors que l'on instaure une dynamique de mouvement et si on est animé d'une volonté à la hauteur des enjeux que cela représente.

#### **3.1.4. La faiblesse de la bourse d'Alger :**

(Rabhi, 2020) économiste souligne que la bourse d'Alger est dans un état rachitique, c'est ce qui ressort du rapport annuel pour l'année 2019 publié par la commission d'organisation et de surveillance de bourse (COSOB). Le document évoque un faible niveau de liquidité et un marché financier en manque de profondeur, elle représente moins de 0,5% du produit intérieur brut (PIB) ; Le rapport souligne que le nombre de transaction reste tout de même insuffisant ce qui dénote le faible niveau de liquidité sur le marché. La bourse des actions d'Alger a du mal à être attractive. Le compartiment action du marché principal de la bourse n'a pas connu de nouvelles introductions depuis plusieurs années. Notons que la société

NCA Rouiba a déposé auprès de la COSOB, le 19 mars 2020, une demande officielle portant sur un projet d'offre publique de retrait (OPR) de son titre de la bourse d'Alger.

### **3.1.5. Le compartiment PME de la bourse d'Alger :**

Le compartiment PME quant à lui comporte toujours une seule société AOM Invest SPA en l'occurrence, admise en décembre 2018. Selon la COSOB, le titre AOM Invest n'a enregistré durant l'année 2019 que trois transactions portant sur 280 actions pour un montant s'élevant à 117 200 DA. (Berkouk, 2019) note que la bourse d'Alger végète depuis 1988. Les banques publiques accusent des retards dans la digitalisation dans la conceptualisation et la structuration de produits financiers ; La bourse d'Alger souffre cruellement de profondeur et liquidité. (Meddah, 2020) met en évidence que dans les conditions actuelles, le marché financier peut ouvrir un chemin de dynamisation à travers des émetteurs crédibles, notamment ceux du compartiment PME qui gardent toutes leurs chances de s'alimenter à partir des agrégats financiers qui peuvent s'offrir pour leurs besoins.

### **3.2. Favoriser la synergie banque-entreprise en Algérie : source de financement**

Composantes de l'environnement économique dont elles subissent les effets, les banques commerciales constituent elles-mêmes un système dont la valeur et l'efficacité conditionne l'ensemble des activités économiques et sociales. Les banques publiques algériennes doivent être au diapason des réformes structurelles.

#### **3.2.1. Les contraintes managériales liées aux banques :**

Les contraintes rencontrées dans ce domaine sont de plusieurs ordres, entre autres : le déficit managérial, les délais de traitement des dossiers, le manque de formation. Dans ce cadre, les banques algériennes, pour faire face à la concurrence doivent se former dans les différentes techniques afférentes aux « nouvelles technologies bancaires mondiales ».

#### **3.2.2. Les banques en Algérie : comme unique moyen de financement**

En Algérie, le financement des entreprises se fait quasiment par le biais des crédits bancaires, ce qui constitue un frein pour la prise en charge de tous les projets. Le crédit bancaire ayant des limites qui sont fixées à travers entre autres, les ratios de solvabilité, de liquidité et de division des risques, il est clair que les banques algériennes ne pourront supporter seules le financement de l'économie. (Benachenhou, 2015) pose la question suivante : Les banques sont-elles une des causes de la faible diversification de l'économie et de la qualité médiocre de la croissance ? Certainement mais c'est un phénomène induit car les causes principales sont ailleurs : le rôle dominant de l'Etat dans l'économie qui façonne le comportement des banques publiques en matière de politique du crédit et le faible dynamisme de la demande de crédit du secteur privé pour l'investissement en comparaison de sa demande pour le commerce. Pour (Grim, 2012) la réforme du système bancaire national est étroitement liée à la transformation de l'environnement dans lequel il évolue et plus particulièrement au redéploiement de l'administration économique de l'Etat qui doit se réformer pour accompagner la transition vers l'économie de marché et soutenir l'entreprise dans la production de richesses. (Sekkak, 2019) met en exergue que la réforme du secteur bancaire est une nécessité incontournable, mais elle ne sera pas suffisante pour instaurer une croissance pérenne et diversifier l'économie, si elle n'est pas accompagnée d'un programme cohérent de réformes structurelles. (Imadalou, 2019) insiste sur la réforme de la gouvernance des banques publiques qui doit constituer un axe

stratégique majeur pour rehausser l'activité bancaire et permettre aux acteurs du secteur d'agir en vecteurs de développement économique du pays en matière de bancarisation, d'inclusion bancaire et de financiarisation de l'économie pour une croissance plus inclusive. (Benachenhou, 2015) pose la question suivante : Comment développer le marché des capitaux et organiser sa gestion pour financer les entreprises et éviter le financement monétaire du trésor qui conduirait à des niveaux insupportables d'inflation ? Le développement du marché des capitaux est une des solutions des problèmes monétaires et financiers de demain.

### **32.3. Les banques privées algériennes et le traumatisme Khalifa Bank :**

(Berkouk, 2019) souligne qu'il faut dépasser le traumatisme Khalifa Bank et permettre la création de banques privées algériennes de financement et d'investissement. Elles participeraient sur leurs fonds propres à l'animation du marché boursier, au financement des Start-Up et à l'activité de Privat Equity ; Leur fonds propres proviendrait de cette épargne informelle. Ce que l'Etat financier ne parvient pas à faire, le privé devrait le faire. L'Etat aura à assouplir les conditions d'octroi des agréments et sa réglementation sans se départir de son activité de régulation et de contrôle.

### **3.4. L'inadaptation du système bancaire et financier en Algérie : Une contrainte ardue qui entrave la stratégie des entreprises en matière d'investissement**

#### **3.4.1. Quelques propositions :**

Afin de s'adapter à l'évolution de l'environnement économique, les banques algériennes doivent entreprendre un certain nombre d'actions entre autres :

- L'amélioration de la qualité de service et de l'image de marque ;
- L'octroi de crédits sains et rentables ;
- Susciter la création de sociétés de capital risque et de leasing ;
- Assister les entreprises en matière de restructuration et d'ingénierie financière ;
- L'optimisation de l'outil informatique, la formation du personnel et l'extension du réseau bancaire.

#### **3.4.2. La création d'une caisse de dépôt et d'investissement : élément central d'une réforme structurelle à entreprendre en Algérie**

D'autres instruments doivent être mises en œuvre, telle une caisse de dépôt. Il s'agit en fait d'une caisse que l'Etat doit créer afin que les banques puissent y placer leur liquidités, moyennant rémunération pour que ces mêmes liquidités soient alloués par la suite aux entreprises. Elle pourra devenir le véritable moteur de développement de la bourse et du marché des capitaux. Dans ce cadre, (Siagh, 2020) met en exergue que la caisse de dépôt et d'investissement jouera un rôle novateur dans une économie débarrassée d'une présence prépondérante de l'Etat. Elle devra être un organe qui appartient à l'Etat, qui opère sur une base commerciale ; mais doté d'un système de gouvernance transparent échappant à l'emprise de l'exécutif, de sorte que la caisse rende compte à un parlement légitime.

#### **3.4.3. La finance Islamique : Une autre alternative possible pour le financement de l'économie en Algérie**

La banque d'Algérie a consacré le règlement n°20-02 du 15 mars 2020, définissant les opérations de banque relevant de la finance islamique et les conditions de leur exercice. (Bouyacoub, 2000) souligne que le système bancaire islamique s'organise autour de trois principes fondamentaux : interdiction d'une fixation de taux d'intérêt ; partage du profit ou

des pertes résultant d'investissement ; promotion des investissements productifs, créateurs de richesses et d'emploi. A la différence des banques classiques, dans lesquelles les risques de crédit sont assumés par les seuls emprunteurs, les banques islamiques participent, en prêtant leur argent, aux risques des opérations. Selon **(Siagh, 2012)** aujourd'hui, il existerait quelque 500 institutions financières à travers le monde. Elles ont connu une croissance continue même durant la crise financière mondiale récente. La valeur des actifs de la finance islamique dans les 300 plus importantes institutions financières a atteint le trillion de dollars.

### **3.5. Les autres leviers fondamentaux à mettre en œuvre dans le cadre des réformes structurelles en Algérie :**

Des réformes structurelles doivent être mises en œuvre pour juguler la crise sanitaire et ses conséquences économiques notamment à travers des politiques économiques efficaces et un financement harmonieux de l'économie nationale. Toutefois, la réussite des réformes structurelles nécessite des leviers fondamentaux à mettre en œuvre. **(Siagh, 2020)** souligne que le salut de l'Algérie réside dans la mise en œuvre de réformes structurelles profondes nécessitant un véritable changement de paradigme économique. Aussi, de profonds changements doivent s'opérer entre autres :

- Une amélioration du climat des affaires ;
- Une politique économique tournée vers la croissance et privilégiant le savoir, la créativité et l'entrepreneuriat **(Lamiri, 2013)** dans ce cadre souligne que les scientifiques sont formels sur un aspect : une variable clé du développement réside dans la qualité et la quantité des entrepreneurs au sein d'un pays ;
- Le développement de l'innovation : Le rôle de l'innovation dans le développement et notamment ses effets sur la compétitivité sont remarquables et servent d'indice dans la prise de décision des investissements et dans l'installation des entreprises ;
- Revoir le fonctionnement des chambres de commerce et adaptation de leurs statuts au contexte économique actuel ;
- La mise sur pied d'un véritable pacte de croissance ;
- Reformuler de manière fondamentale le rôle de l'Etat et mettre l'entreprise au centre du processus de conception, de décision et d'évaluation de programmes économiques ;
- Création d'un ministère de l'économie nationale pour mieux structurer l'administration économique et la rendre cohérente face au monde de l'entreprise ;
- Engager une réforme de décentralisation économique poussée en faveur d'administrations économiques régionales à compétence élargie ;
- Simplifier et débureaucratiser la relation entre le citoyen et l'administration ;
- Mettre sur pied des passerelles entre le système de formation et le monde de l'entreprise de sorte à mieux intégrer la préoccupation des entreprises ;
- Orienter les politiques de formation en général vers les besoins spécifiques des entreprises ;
- Mettre sur pied un programme de mise à niveau des grandes écoles et des universités dans les spécialités à définir en liaison avec les priorités du développement économique et social ;
- Modernisation et la mise à niveau du système national d'information économique ;

- La dépenalisation dans les faits des actes de gestion dans les entreprises publiques économiques et dans les banques ;
- La valorisation des ressources humaines : le développement harmonieux des ressources humaines constitue un préalable et ce, pour inculquer la culture du management stratégique dans les entreprises algériennes en général et dans toutes les institutions algériennes ;
- Une économie fondée sur la connaissance (EFC) : (**Lamiri, 2013**) met en évidence que l'économie de la connaissance comprend des pans entiers des activités d'un pays: la formation de longue durée et de recyclage, les technologies de l'information et de la communication, la recherche et développement, l'innovation, la communication, les industries de l'expertise et du conseil etc. La gestion de la connaissance est vitale car elle permet d'accroître les performances, d'élargir les marchés, d'innover de manière déterminante, de recruter stratégiquement et de transmettre le savoir et lutter contre la pandémie du COVID19. Pourquoi les laboratoires scientifiques algériens ne créent ils pas un vaccin contre le coronavirus ?
- Une bonne gouvernance : Pour (**Okamba, 2010**) il existe plusieurs formes de gouvernance :- la gouvernance politique, la gouvernance administrative ; la gouvernance économique et financière, la gouvernance des entreprises. L'interaction entre toutes ces composantes de la gouvernance conduit vers la cohésion sociale durable, facteur de développement économique et social soutenable que l'on peut évaluer par le renforcement du sentiment d'appartenance des individus à une collectivité, par leur insertion dans la vie économique et sociale de la cité et par leur degré de participation à la décision collective.

#### **4. Conclusion :**

Notre conclusion sera articulée autour de la synthèse des principaux résultats de notre article.

Face à la crise sanitaire du COVID19 et ses conséquences notamment la chute des prix de pétrole. La gravité des déséquilibres qui affectent le budget de l'Etat vient de prendre une dimension inquiétante. Par delà les réponses apportées dans le court terme à des contraintes financières majeures, cette situation est fortement préoccupante et est susceptible d'affecter négativement et gravement les perspectives de croissance de l'ensemble de l'économie algérienne au cours des prochaines années. Les difficultés budgétaires actuelles trouvent également leur origine dans la trop faible diversification de notre économie et sa grande dépendance vis- à vis des hydrocarbures. Une faiblesse latente qui a révélé au grand jour avec la chute brutale du prix du baril observée d'ailleurs depuis le second semestre 2014. L'enjeu des déséquilibres actuels du budget de l'Etat prend son véritable relief dans la crise de la gouvernance publique. L'Algérie devrait entreprendre une série de réformes structurelles et le plus tôt possible qui se complètent et se renforcent mutuellement mises en évidence ci-dessus. Quant à un financement harmonieux de l'économie nationale, les pouvoirs publics doivent entreprendre des réformes structurelles financières par la création d'un marché des capitaux florissant. A cela, il faut ajouter des réformes institutionnelles et tous les leviers fondamentaux à mettre en œuvre entre autres : une valorisation des ressources humaines, une économie fondée sur la connaissance et l'instauration de la bonne gouvernance.

#### **Références bibliographiques :**

- **Adler A., (2009)**, Le nouveau rapport de la CIA. Comment sera le monde en 2025, Editions Robert Laffont, Paris.
- **Achir M., (2020)**, Des mesures structurelles doivent être prises, si on veut éviter le chaos , Revue Watan économie, 19/4/2020, p.13
- **Achir M., (2020)**, Le gouvernement doit affronter les réformes structurelles , revue Alternatives économiques du 19/4/2020, p.32.
- **Ait Belkacem M., (2020)**, Rétablir la confiance est le cœur de toute initiative de réformes, revue L'essentiel du Management du 6/1/2020, p34.
- **Azevêdo R., (2020)**, Coopération mondiale et coordination essentielles pour lutter contre le Covid-19» Directeur général de l'organisation mondiale du commerce (OMC), revue Problème économiques du 13 avril 2020, p.44.
- **Barka Z., (2020)**, Créer une instance indépendante de gestion du budget, revue Recherches économiques et managériales du 5/5/2020, p.14.
- **Benachenhou A., (2015)**, L'Algérie : sortir de la crise, El Diwwan, Alger.
- **Bellal S., (2017)**, la crise du régime rentier. Essai sur une Algérie qui stagne , Editions Frantz Fanon, Tizi ouzou.
- **Berkouk O., (2019)**, La mauvaise gouvernance, seul responsable du détournement vers l'informel de 50% du PIB, revue Problème économiques du 11/11/2019, p.64.
- **Bessaha A., (2020)**, Macro-économiste et spécialiste des pays en pos-conflits et fragilités », revue Alternatives économiques du 6/4/2020, p.63.
- **Bessaha A., (2019)**, La corruption est une force formidable de blocage du progrès économique et social , revue Problèmes économiques du 9/12/2019, p.41.
- **Bessaha A., (2020)**, Propositions de politique budgétaire pour 2020 en Algérie, revue Watan économie du 27/4/2020, p.13.
- **Boucekkine R, Meddahi N., (2020)**, Une distribution d'un dividende exceptionnelle de la Banque d'Algérie au Trésor , revue Watan économie du 14/4/2020, p.13.
- **Boucekkine R., (2020)**, Le dinar symbolise à lui tout seul l'immobilisme des dirigeants , revue L'essentiel du Mnagement du 3/11/2019, p.22.
- **Bounouari A., (2020)**, Que penser des dernières prévisions de la Banque Mondiale, revue Watan économie du 12/5/2020, p.12.
- **Bouyacoub F., (2000)**, L'entreprise et le financement bancaire , Casbah Editions ; Alger.
- **Bouzar C (2010)**, Systèmes financiers : Mutations financières et bancaires et crise , Editions El Amel, Alger.
- **Chettab N., (2020)**, La nécessaire transformation numérique de l'Algérie est désormais criante et incontournable, revue Watan économie du 11/5/ 2020, p.11.
- **Chitour C E., (2003)**. « Pour une stratégie énergétique de l'Algérie à l'horizon 2030. Géopolitique du pétrole et stratégie des Etats ». Actes de la 7eme journée de l'énergie sous la direction du Pr Chems Eddine Chitour. Hotel Hilton, 16 Avril 2003 ; Alger.
- **Farah F., (2020)**, Le COVID19 a mis à nu la fragilité du numérique en Algérie , revue Watan économie du 17/5/2020, P.9.
- **Grim N., (2012)**, Entrepreneurs, Pouvoir et société en Algérie , Casbah Editions, Alger.
- **Guendouzi B., (2020)**, Les arbitrages s'avéreront difficiles et contraignants , Revue Watan Economie du 8/5/2020, p.13.
- **Hiouani A., (2019)**, Plus de 5000 milliards de dinars circulent dans l'informel , revue Watan économie du 2/11/2019, p.11.
- **Imadoulou S., (2019)**, La course à la bancarisation des capitaux informels sans résultats , revue Watan économie du 11/11/2019, p.10.
- **Imekhelaf R, Benbayer H, Labaronne D., (2017)**, La gestion de la dette extérieure en Algérie ; étude analytique sur l'impact de la dette sur la croissance économique , Revue les cahiers du Poindex, N°7 Mars 2017, Université de mostaganem.

- **Lakhlef B., (2014)**, Créateur d'entreprise et dirigeant d'entreprise , Alger-Livres-Editions, Alger.
- **Lakhlef B., (2020)**, Face à la crise économique, la PME comme moteur de croissance, revue Watan économie du 11/4/2020, p.13.
- **Lamiri A., (2013)**, La décennie de la dernière chance. Emergence ou déchéance de l'économie algérienne ? , Editions Chihab ; Alger.
- **Lalmas S., (2020)**, La solution économique, ne peut être réalisable sans la solution politique , revue Watan économie du 26/4/2020, p.13.
- **Meddah S., (2020)**, Les émetteurs ne peuvent pas s'engager sur des investissements très lourds , revue Watan économie du 26/1/2020, p.11.
- **Mouhoubi S., (1998)**, L'Algérie à l'épreuve des réformes économiques , OPU, Alger.
- **Nemouchi F., (2020)**, La planche à billets au secours de l'oligarchie , revue Watan économie du 21/5/2020, p.12.
- **Nouia B., (2017)**, Le dinar algérien. Passé et présent , Editions Casbah, Alger.
- **Okamba E., (2010)**, La gouvernance. Une affaire de société , Edition L'Harmattan, Paris.
- **Rabhi M., (2020)**, La bourse d'Alger dans un état rachitique , Rapport annuel de la Cosob », Journal Watan économie du 9/5/2020, p.13.
- **Rezouali A., (2020)**, De nouvelles mesures sociales malgré la crise , revue Watan économie du 5/3/2020, p.10.
- **Salami Y., (2019)**, Des chiffres qui donnent le vertige, revue Watan économie du 24/11/2019, p.10.
- **Sari C., (2011)**, Algérie et Maroc : Quelles convergences économiques ? », Editions Cabrera, Paris.
- **Sekkak R., (2019)**, Une bonne dette est toujours meilleure que la planche à billets », Revue Watan économie du 13/10/2019, p.09.
- **Siagh L., (2012)**, Les arcanes de la finance Islamique, Casbah Editions, Alger.
- **Siagh L., (2019)**, La finance islamique , revue Watan économie du 12/9/2019, p.10.
- **Siagh L. (2020)**, Mettre en place une caisse de dépôt et d'investissement », revue Watan économie du 20/6/2020, p 11.
- **Si Lekehel K., (2020)**, L'efficacité économique a pour impératif une stabilité de l'action publique , revue Watan économie du 3/2/2020, p.11.
- **Taouzi M., (2020)**, La trajectoire est orientée vers un déficit budgétaire plus élevé , revue Watan économie du 5/5/2020, p.09.
- **Titouche A., (2020)**, Le spectre d'un épuisement des réserves de changes dès 2021 , revue Watan économie du 19/5/2020, p.10.
- **Titouche A., (2020)**, Le taux de change de la monnaie nationale : le poids des chocs externes, Revue Watan économie du 19/5/2020, p.11